

BIO

Actualités

Le magazine du mouvement bio

5 | 15
JUN





**Éviter le
risque d'acidose**

UFA-Alkamix ready

- soutient le pH ruméral
- stimule la transformation des nutriments par la flore microbienne
- induit une meilleure ingestion de fourrage grossier
- minimise le risque de troubles métaboliques

Rabais de Fr. 15.-/100 kg
jusqu'au 18.07.15

ufa.ch

Dans votre
LANDI

ACTION

BIO Actualites.ch

La plateforme des agriculteurs bio

+ SWISS MADE



topcat

Le piège à campagnols.

Conseils et informations complémentaires sur topcat sous www.topcat.ch



Andermatt Biocontrol

Andermatt Biocontrol SA
Stahlermatten 6 · 6146 Grossdietwil
téléphone 062 917 50 05 · www.biocontrol.ch

TARITRAL BIO

Tarissement naturel

Une méthode naturelle pour tarir immédiatement!

Régénération du tissu mammaire
avec ortie, sauge et prêle

☎ 026 913 79 84
www.lgc-sa.ch

Impressum

24ème année 2015

Bioactualités: 10 numéros par an
Numéros doubles: décembre/
janvier et juillet/août
Magazine en allemand: Bioaktuell
Magazine en italien: Bioattualità

Tirage

Allemand: 6846 exemplaires
Français: 765 exemplaires
Italien: 316 exemplaires
(Certifié WEMF en 2014)

Distribution: Aux producteurs et
preneurs de licences Bourgeois
Abonnement annuel Fr. 53.-
Abonnement pour l'étranger Fr. 67.-

Éditeurs

Bio Suisse, Peter Merian-Strasse 34,
CH-4052 Bâle
www.bio-suisse.ch
et
FiBL, Institut de recherche
de l'agriculture biologique,
Ackerstrasse 113, Postfach 219,
CH-5070 Frick
www.fibl.org

Imprimerie

AVD Goldach AG, www.avd.ch

Papier

Refutura, certifié FSC
Label éco: Blauer Engel

Rédaction

Markus Spuhler / *spu* (rédacteur en
chef), Petra Schwinghammer / *psh*,
Carmen Büeler / *cbu* (Bio Suisse),
Adrian Krebs / *akr*, Theresa Re-
holz / *tre*, Deborah Rentsch / *drt*
(FiBL)

Mise en page

Simone Bissig (FiBL)

Traduction

Manuel Perret

Concept graphique

Büro Haerberli
www.buerohaerberli.ch

Publicité

Erika Bayer, FiBL,
Postfach 219, CH-5070 Frick
Tél. +41 (0)62 865 72 00
Fax +41 (0)62 865 72 73
publicite@bioactualites.ch

Abonnements et édition

Petra Schwinghammer, Bio Suisse
Peter Merian-Strasse 34,
CH-4052 Bâle
Tél. +41 (0)61 204 66 66
edition@bioactualites.ch

www.bioactualites.ch

Utilisateur: bioactualites-5
Mot de passe: ba5-2015

Couverture: Le fait que la Suisse soit un pays herbager, comme ici dans l'Entlebuch, doit se répercuter plus fortement sur l'affouragement. Photo: Gabriela Brändle, Agroscope

Travail du sol après Glyphosate

L'institut de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé OMS a récemment classé le glyphosate comme «probablement cancérigène». La matière active de l'herbicide total Roundup est depuis lors sous le feu de la critique. Partis, organisations de protection de l'environnement et autres ONG de tous pays exigent son interdiction. En Suisse, Pro Natura et la protection des consommateurs se sont jointes au mouvement tandis que Migros et Coop retireraient de leur assortiment tous les produits contenant du glyphosate. Ce n'est donc plus qu'une question de temps pour que son utilisation généralisée dans l'agriculture soit de plus en plus critiquée et qu'une interdiction devienne possible – du moins en Europe.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'agriculture biologique? Ses méthodes sans pesticides prennent de l'importance – notamment le travail réduit du sol, où les collègues conventionnels ont absolument besoin du glyphosate pour leurs semis directs s'ils veulent assurer une levée régulière des cultures. Il est donc important de mettre en vitrine nos prestations et réusites dans ce domaine.

La Journée suisse des Grandes Cultures Bio du 13 juin a fourni aux producteurs intéressés l'occasion de voir les plus récentes machines qui permettent un travail du sol respectueux des ressources et sans herbicide. Si les semis directs et sur bandes fraisées n'entrent pas vraiment en ligne de compte en agriculture biologique, les semis sous litière avec une profondeur de travail limitée à 10 cm sont une alternative praticable appréciée jusque dans les instances de la Confédération. Il faut impérativement continuer de développer ce compromis si on veut que le travail réduit du sol reste crédible en bio.



Adrian Krebs, Rédacteur



Table des matières

Production

Affouragement

- 6 **Combien de maïs dans le programme PLVH?**

Cultures fourragères

- 10 **À chaque ferme son propre système de pâture**

Bovins

- 12 **La qualité des carcasses a gagné en importance**

Écologie

- 14 **Améliorer les surfaces de biodiversité, facile**

Transformation et commerce

Conservation des produits

- 16 **Procédés à haute pression: biocompatibles?**

Bio Suisse et FiBL

FiBL

- 21 **Qualité des denrées alimentaires et Année des sols**

Rubriques

- 2 *Impressum*

- 4 *Brèves*

- 18 *Plus loin que le bout du nez*

- 22 *Relève*

- 23 *Agenda / Petites annonces*

La citation



«C'est plus amusant de produire des denrées alimentaires sans pesticides dans une ferme en équilibre. Et on ne cesse jamais d'apprendre.»

Axel Mansson, producteur danois de légumes et d'oeufs bio.

→ Page 18

Le nombre

1

minute, c'est le temps imparti aux taxateurs pour juger les carcasses. Le Bioactualités est allé voir sur place comment ça se passe dans la réalité de tous les jours.

→ Page 12

La photo



L'engagement pour la biodiversité va de soi depuis longtemps pour de nombreux producteurs bio. Cette haie qui atteint le niveau de qualité II, son large ourlet herbacé et la prairie extensive adjacente en sont un bon exemple. La famille Schneider de Würenlingen AG fait des grandes cultures, engraisse des bovins et se préoccupe énormément de biodiversité.

→ Page 14

Utilisez l'e-journal du Bioactualités



L'e-journal du Bioactualités vous donne dès maintenant la possibilité de lire l'édition imprimée du Bioactualités dans son layout original sous forme de version en ligne enrichie. Suivez les indications suivantes pour ouvrir une session.

→ www.bioactualites.ch > Magazine
> Accès abonnés

Utilisateur: bioactualites-5

Mot de passe: ba5-2015

Le mot de passe se trouvera toujours dans l'impressum de chaque numéro.

Les produits bio, une chance pour les boucheries

Bio Suisse a organisé fin avril un séminaire sur le thème de la vente de la viande bio dans les boucheries. Les invités – pour une moitié des preneurs de licences de Bio Suisse et pour l'autre des bouchers intéressés – ont identifié le potentiel du marché bio. «Mes clients veulent une viande avec le moins possible d'additifs E», dit par exemple un fabricant de viande séchée et marchand forain de Bonaduz GR. Il est à la bonne adresse pour le bio: «Les produits carnés bio doivent être fabriqués avec des ingrédients bio, sans arômes et avec de la vraie fumée», confirme Jürg Hauri de Bio Suisse. Les boucheries qui ne sont pas certifiées bio ne peuvent vendre que des produits préemballés venant d'autres fabricants. Les produits Bour-

geon doivent avoir une licence de Bio Suisse en plus de la certification bio.

Bio Suisse publie chaque semaine les prix de référence pour le bétail de boucherie bio, et ses spécialistes de la communication conseillent les bouchers pour les questions de publicité, de relations publiques, d'état du marché et offrent deux plateformes de soutien aux petits preneurs de licences: www.fermebourgeon.ch (où les consommateurs trouvent les produits bio qui sont près d'eux) et www.shop.bio-suisse.ch (pour les supports publicitaires). *mh*

Prix de référence: → www.bioactualites.ch > Marché > Viande > Prix & quantités
Plus d'infos: → juerg.hauri@bio-suisse.ch
→ michele.huerner@bio-suisse.ch

Agrisodu en appelle au canton de Glaris

Les conditions-cadres pour les employés agricoles varient fortement selon les cantons. Par exemple, le canton de Genève a adopté un contrat-type de travail progressiste de 45 heures de travail hebdomadaire. La Plateforme pour une agriculture socialement durable Agrisodu appelle maintenant le canton qui a les plus mauvaises conditions de travail dans son contrat-type de travail, le canton de Glaris, à entreprendre activement quelque chose contre ces énormes différences. Le canton de Glaris devrait donc aussi réduire à 45 heures le temps de travail prévu par le contrat-type de travail et augmenter le salaire minimum à 3500 francs par mois. Le gouvernement glaronnais doit en outre s'investir au niveau national pour un salaire minimum de 3500 francs, encourager le Conseil fédéral à édicter un contrat-type de travail national selon le modèle du canton de Genève et à intervenir pour soumettre l'agriculture à la loi sur le travail. *spu*

UMS: L'APLbio tient à avoir sa propre section

Après son Assemblée des délégués, l'Union maraîchère suisse (UMS) avait fait savoir que l'Association des producteurs de légumes bio (APLbio) ne pouvait pas représenter ses intérêts en tant que section propre de l'UMS. Or cela n'est pas juste, écrit l'APLbio dans un communiqué. Il n'y a même pas encore eu de décision au sujet d'une admission comme section spécifique de l'UMS, qui a d'ailleurs entre-deux corrigé ses infos médias dans ce sens. L'APLbio veut redemander en 2016 d'être admise comme section spécifique. Le but est que les membres de l'APLbio, selon leur propre souhait, puissent être membres de deux sections de l'UMS afin de pouvoir faire représenter leurs intérêts bio par l'APLbio et, si besoin, intervenir dans les sections locales pour des intérêts et des thèmes régionaux. Des solutions acceptables par tout le monde doivent encore être trouvées pour réglementer clairement ces doubles affiliations – même si elles existent en fait déjà actuellement. *rs*

Les transformateurs fondent un GI Bio

Sur l'initiative entre autres de bio.inspecta, de Bio Suisse et du FiBL, une association des transformateurs, importateurs et distributeurs bio a été créée le 19 mai 2015 sous le nom d'IG Bio. Selon Daniel Bärtschi de Bio Suisse, le but de la nouvelle organisation est une représentation commune des intérêts pour les produits bio qui soit séparée du reste du secteur alimentaire qui est quant à lui organisé au sein de l'interprofession Fial. Une affiliation ultérieure à la Fial, la Fédération des Industries Alimentaires Suisses, est prévue. Tous les acteurs de la filière bio peuvent devenir membres s'ils importent, maintiennent, transforment ou fabriquent des produits alimentaires biologiques et les distribuent en Suisse ou à l'étranger. Seule l'agriculture en est exclue.

L'organisation doit assurer la représentation commune des intérêts, la collaboration avec les autorités et les

échanges d'opinions entre les membres ainsi que l'information des autorités, des organisations économiques et du public sur les produits bio.

Les membres fondateurs du nouveau GI sont la coopérative Biofarm, bio-familia AG, Bossy Céréales SA, Cremo SA, Kennel AG, Holle baby food GmbH, Meyerhans Mühlen AG, Morga AG, Pronatec AG, Sunray, Swissmill (deux divisions de la Coop), terravera AG, Ultra-Brag AG, Varistor AG et Wallimann AG.

C'est Niklaus Iten de bio-familia qui a été élu à la présidence, et la direction est assumée par l'avocate Karola Krell, qui explique que les premiers buts de travail à court terme sont la recherche d'une solution incontestable et pragmatique pour la problématique des résidus ainsi que l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques de la branche des denrées alimentaires bio au sens de l'article 52 de l'ODALOUS. *akr*

Est-ce que l'OFAG menace la biodiversité?

L'OFAG prévoit une modification de la politique agricole 2014-17. Parce que selon les autorités l'objectif de surface est atteint, les cantons ont reçu en audition une proposition pour diminuer de 10 % les contributions pour le niveau de qualité I, limiter les contributions de biodiversité à 50 % des surfaces qui y ont droit à partir de 2016 et diminuer d'un tiers la contribution pour les surfaces de promotion de la biodiversité parce que la participation est déjà très forte. Dans une lettre adressée au Bioactualités, un producteur bio exprime sa

crainte que ces mesures affaiblissent les efforts consentis dans le domaine de la biodiversité. Il explique que c'est vraiment le mauvais moment et il en veut pour preuve le récent rapport «État de la biodiversité en Suisse en 2014», qui constate entre autres que les mesures prises jusqu'ici ne suffisent pas pour freiner l'appauvrissement de la biodiversité. *akr*

→ www.bioactualites.ch > Cultures
> Durabilité > Biodiversité
→ Article détaillé à la page 14

Pots en verre avec couvercle Bouteilles avec fermeture à étrier

Pour toutes sortes d'aliments:
Marmelades, fruits, légumes, ...
Bocaux de formes et de grandeurs différentes
de 0,4 dl jusqu'à 1 litre.
Bouteilles avec fermeture à étrier 2,5 dl jusqu'à 1 litre.
Echantillons gratuits avec liste des prix sur demande

Crivelli Emballages • CH-6830 Chiasso
☎ 091 647 30 84 • Fax 091 647 20 84
crivelliimballaggi@hotmail.com



PLVH: *Une discussion approfondie est nécessaire*

Bio Suisse ne statuera qu'en 2016 sur l'idée de rendre la production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH) obligatoire. Ce programme déjà très apprécié bute essentiellement sur l'exclusion du maïs.

C'était un peu le monde à l'envers quand le président de l'Union suisse des paysans Markus Ritter avait dû récemment défendre lors d'une émission «Kassensturz» le fait que, selon les premiers chiffres, la majorité des paysans suisses veulent participer au programme PLVH. L'émission ne l'interprétait en effet pas comme un bon augure pour une agriculture durable mais comme la preuve que le programme ne serait qu'une subvention distribuée selon le principe de l'arrosoir.

Risque de fiasco évité

Comme on l'a vu à Olten lors de l'Assemblée des délégués de Bio Suisse, ce programme n'est en fait pas totalement dépourvu de risques. Les délégués ont en effet de nouveau considéré qu'il était trop tôt pour décider de rendre la PLVH obligatoire à partir de 2018. Alors que la motion du Comité avait buté en 2014 contre l'opposition des producteurs de grandes cultures, c'était cette fois plutôt des raisons stratégiques qui ont fait repousser le vote à plus tard. La motion déposée au dernier moment par les Bärner Bio Bauern pour voter tout de suite a pris à contre-pied quelques organisations membres qui ont donc menacé de voter non. Le président Urs Brändli a alors mis en garde contre un fiasco: un refus de la PLVH ne serait certainement pas bon pour l'image du secteur bio. Les Bernois n'ont finalement pas voulu prendre cette responsabilité et ont retiré leur motion, permettant ainsi de repousser le vote au printemps 2016.

L'année qui est maintenant à disposition doit être utilisée pour mener des discussions approfondies. Car il ne s'agit pas seulement de la question «PLVH oui ou non», mais aussi des modalités concrètes du programme. Sous sa forme actuelle (au moins 75 % d'herbe en plaine et 85 % en montagne), ce sont surtout les membres qui ont du maïs dans la rotation et dans l'affouragement qui ont du mal avec la PLVH. Une fois enlevé le maximum de 10 % de concentrés il ne resterait en effet aux paysans de plaine que 15 % de maïs plante entière, soit beaucoup moins que ce qui se pratique fréquemment.

Hansueli Dierauer, conseiller grandes cultures au FiBL, se sent donc soutenu par de nombreux agriculteurs quand il dit qu'il ne faut pas diaboliser le maïs. Il s'agit en effet d'une des rares grandes cultures qu'on maîtrise bien: «Les rendements sont bons, il n'y a pratiquement pas de problèmes de maladies et l'érosion est évitée par les adventices dans les interlignes», explique-t-il.

Plusieurs alternatives en discussion

Pour désamorcer la problématique du maïs et éviter de se déconnecter de la concurrence, Bio Suisse et sa base paysanne étudient toute une série d'alternatives (voir l'article des pages 8 et 9). Les idées vont de l'augmentation des contributions à un système de PLVH à trois niveaux avec des proportions d'herbe de 75 à 100 % en passant par une limite générale de 75 % pour toutes les altitudes couplée à une dérogation pour les fermes qui n'ont pas d'alternative au maïs.

La question des concentrés est aussi remise sur le tapis par la discussion sur la PLVH. La question est de savoir s'il ne faudrait pas diminuer encore la proportion de céréales et de soja au lieu de celle du maïs, mais ce n'est pas toujours possible à cause de la génétique actuelle. La question de la PLVH pose donc aussi celle de la vache bio et de ce qu'on attend d'elle. *Adrian Krebs*



Déjà un forte participation

Indépendamment de la discussion sur la PLVH obligatoire, les chiffres actuellement disponibles montrent que de très nombreux paysans bio participent déjà au programme. Il n'y a pas encore de chiffres pour toute la Suisse, mais plusieurs cantons ont communiqué sur demande leurs premiers relevés, dont il ressort des participations de 94 % dans le canton de Berne, de 93 % dans le canton de St-Gall et même de 98 % dans le canton du Jura. On remarquera cependant que les premiers contrôles ne commenceront que cette année et que cela devrait conduire au minimum à une légère diminution des taux de participation comme le pronostique Beatrice Scheurer de Bio Suisse, qui n'a cependant pas pu dire si, après le contrôle, les fermes qui ne remplissent pas les conditions devront rembourser les contributions de l'année passée. *agr*

Remplir les conditions de la PLVH en zone des collines et en zone de montagne n'est pas sorcier pour la plupart des paysans bio. La situation est différente en plaine. *Photo: Gabriela Brändle, Agroscope*

La PLVH pour tous? Oui, mais sans exclure le maïs

La PLVH dans le Cahier des charges?
Une paysanne et un paysan veulent d'abord des discussions et des chiffres.

Kathrin Schneider, une grande majorité des paysans bio bernois se sont déjà annoncés pour la PLVH, pourquoi aurait-on besoin de l'ancrer dans le Cahier des charges?

Kathrin Schneider: C'est en principe une question d'image de pouvoir dire «écoutez, les paysans bio remplissent les conditions». Il est toujours difficile – comme cela s'est passé pour la biodiversité – de courir derrière et de devoir expliquer aux gens toutes les prestations des fermes bio. IP Suisse a occupé le terrain de la biodiversité tandis que nous dormions sur nos lauriers – cela ne doit pas se répéter avec la PLVH.

Les paysans bio accepteront-ils de nouvelles prescriptions?

Schneider: Il y a bien sûr des paysans bio qui disent: quoi, encore des nouvelles directives? Mais l'expérience a justement montré qu'il y a aussi des fermes bio qui se faufilent dans tous les trous et vont tellement aux limites qu'on est obligé de se demander si on veut encore que ce soient des fermes bio?

Thomas Herwig, IP Suisse et Vache mère Suisse parlent de rendre la PLVH obligatoire, le bio risque-t-il une perte d'image s'il continue à tergiverser à ce sujet?

Thomas Herwig: Le Bourgeon a toujours emprunté des voies pragmatiques et universelles – au sens de travailler avec le principe de la globalité. Je ne suis pas contre la PLVH mais contre la manière de procéder prévue au départ: d'abord la PLVH dans le Cahier des charges et ensuite la discussion.

«IP Suisse a occupé le terrain de la biodiversité tandis que nous dormions sur nos lauriers – cela ne doit pas se répéter avec la PLVH.»

Kathrin Schneider

Et qu'est-ce qui a besoin d'être discuté?

Herwig: Par exemple la question du maïs. Il y a beaucoup de bonnes fermes bio qui ont des conditions idéales pour la culture du maïs, et je ne vois pas pourquoi elles devraient y renoncer. Si on prend un peu de temps pour y réfléchir de manière globale, nous aurons à la fin un meilleur résultat que si nous cherchons la concurrence permanente avec la PI et à toujours faire de même. Car ce que fait la PI n'est pas obligatoire: on travaille de manière très populiste et très peu holistique quand on prend des aspects isolés pour les commercialiser.

Schneider: La PI dispose de publicitaires extrêmement doués qui remarquent qu'on peut surfer sur une vague et convaincre les gens. Il ne faudrait quand même pas que le lait bio peine à se vendre à cause des gags de marketing de la concurrence!

Mais le même nombre de paysans bio cultiveront encore du maïs dans une année lors du prochain du vote sur la PLVH.

Herwig: J'en doute: quelques producteurs remarqueront lors du premier contrôle PLVH que des modifications sont nécessaires s'ils veulent vraiment y participer. Mais il ne faut surtout pas se contenter de discuter. Nous devons avoir des chiffres, par exemple combien se sont réellement annoncés et s'il y en a qui ont besoin de quelque chose comme une licence particulière pour pouvoir continuer de produire du maïs.

Schneider: Il y a des fermes, par exemple aux Grisons en zone de montagne 1, qui doivent cultiver du maïs parce que c'est trop sec pour l'herbe. Nous ne voulons pas perdre ces producteurs et je peux très bien m'accommoder de dérogations spécifiques, mais il ne faut pas baisser les exigences pour tout le monde afin que personne n'ait plus aucun problème.

Herwig: Il y a déjà des dérogations de ce genre, par exemple pour acheter des fourrages non bio en période de sécheresse, et les procédures sont rapides et pas bureaucratiques. On pourrait imaginer des dérogations pour la PLVH. Mais chacun devra faire des efforts pour cela et ça diminuera l'attractivité.

«Si on supprime le maïs il faudra importer plus de farine de luzerne – et cela ne peut pas être pas notre but.»

Thomas Herwig

Le canton de Berne compte beaucoup de fermes bio avec du maïs, or votre organisation membre milite assez activement pour une PLVH obligatoire, est-ce que cela ne suscite pas des résistances?

Schneider: En tout cas pas une résistance aux avant-postes. Nous n'avons pas de cultures de maïs en zone de montagne, mais je suis sûre qu'il y a des paysans à fond les gaz qui ne sont pas d'accord avec ça et je me demande, comme je l'ai déjà dit, pourquoi ils font du bio. Je regrette chaque démission, mais de l'autre côté il faut une certaine pression d'adaptation – n'oublions pas qu'on peut gagner de l'argent avec la PLVH.

Le Comité de Bio Suisse veut remplacer l'échelonnement plaine-montagne par un programme à trois niveaux permettant de choisir entre 75, 90 et 100 % d'herbe. Votre avis?

Schneider: Il faut parfois des détours pour définir le bon objectif. En ce moment ça a encore l'air d'un vrai compromis à la Bio Suisse qui ne fera de mal à pratiquement personne. La question est cependant de savoir ce qu'on y gagne...

Herwig: Je rejoins cette remarque. L'échelonnement volontaire selon la proportion d'herbe est une bonne idée, mais la différenciation plaine-montagne est bonne car elle se réfère directement aux grandes cultures, et le maïs n'a en fait rien à faire en montagne, mais j'aimerais souligner encore une fois que nous devons suivre une stratégie globale – la génétique et les antibiotiques en font partie. Or ça bouge peu sur ces fronts-là. Les trois thèmes doivent être discutés ensemble.



Peuvent s'imaginer des dérogations pour la culture du maïs: les producteurs de lait bio Thomas Herwig, membre du comité de Bio Jura, et Kathrin Schneider, présidente des Bärner Bio Bure. Photo: spu

Est-ce qu'une PLVH obligatoire signifie qu'il faut adapter les vaches à l'agriculture biologique et pas l'inverse?

Schneider: Il y a tout simplement des vaches à haut rendement qu'on ne peut pas nourrir avec du fourrage bio, et il y a donc certains éleveurs qui ne voient pas la PLVH d'un bon œil.

Avec au maximum 10 % de concentrés, le Bourgeon est déjà dans la PLVH. Faut-il une nouvelle diminution?

Herwig: Il y en a qui l'exigent. Un paysan de plaine peut traire davantage qu'un paysan de montagne, et ça exige un autre affouragement. Supprimer le maïs ne résoudra pas le problème parce que les paysans ne pourront pas changer la génétique aussi rapidement. On devrait alors autoriser l'importation de farine de luzerne – mais ça ne peut pas être pas notre but.

Schneider: Il faudra tôt ou tard que les renforcements des directives se reflètent dans le prix du lait, mais si à l'inverse tu perds en crédibilité les gens ne seront plus d'accord de payer plus cher pour ton produit. Nous devons donc faire attention. Les têtes des consommateurs sont déjà pleines d'images que nous ne pouvons pas satisfaire. Par exemple que toutes les vaches bio ont des cornes et vivent en stabulation libre.

Les augmentations des importations de fourrages qui menacent ne sont-elles pas une autre bombe à retardement?

Schneider: Cela me ferait énormément de peine si c'est un jour le cas – cela ne doit pas arriver. Les visions comme la PLVH sont parfois basées sur la croyance naïve qu'une chose comme ça est tout simplement absurde en agriculture bio.

Herwig: Avec un chiffre d'affaires total de 1,5 milliard de francs, nous sommes déjà obligés de faire des compromis entre élevages proches de la nature et production de masse – et la pression augmente encore. Mon but est que nous suivions obstinément notre voie et que nous gardions notre rythme, car celui qui le garde n'a presque pas besoin de pauses, on sait que c'est la clé du succès des bons marathoniens.

Quand vous voterez dans une année sur la PLVH obligatoire, à quoi devrait-elle ressembler?

Schneider: J'aimerais avoir le sentiment que la discussion a réellement eu lieu, et il faut pour cela des discussions lors des conférences des présidents et de l'AD de novembre. Les

discussions dans les organisations membres, et même en public, sont aussi très importantes. Je peux aussi m'imaginer un compromis, par exemple 75 % d'herbe pour tout le monde. J'attends des délégués qu'ils ne pensent pas seulement à leur propre ferme, et du Comité et du secrétariat de meilleures bases de discussion que ce qu'on a eu l'année passée.

Herwig: Je serai contre si ça se passe comme cette année. Il faut un argumentaire uniforme qui va dans toutes les régions. Il faut à la fin une décision commune où tout le monde parle de la même chose. Or les travaux préliminaires nécessaires n'ont pas encore été faits.

Interview: Adrian Krebs



Avenir de la PLVH: Une foison d'idées

Le programme PLVH n'est sur le marché des paiements directs que depuis l'année passée, mais il stimule déjà fortement la créativité des débats agropolitiques du secteur bio. Au début de l'année, les représentants du FiBL autour de Bernadette Oehen et d'Eric Meili avaient déjà demandé plus de moyens et un renforcement de l'échelonnement du système. Ils ont proposé que les fermes qui remplissent les conditions actuelles continuent de recevoir la contribution de base de 200 francs et que les deux niveaux de limites qui vont plus loin soient honorés resp. par un doublement et un triplement du montant. La contribution maximale de 600 francs à l'hectare pourrait être reçue en plaine pour un affouragement 100 pourcent prairial et pâturer sans aucun concentré. Bio Suisse aussi travaille sur des propositions alternatives. Une limite uniforme de 75 pourcent d'herbe sans différenciation entre plaine et montagne a par exemple été discutée. Lors de la dernière Assemblée des délégués de Bio Suisse, Monika Ritz, du Comité, a en outre esquissé à l'intention de la Confédération un modèle maison à trois niveaux (75, 90 ou 100 pourcent d'herbe) mais indépendant des zones d'altitude, les producteurs ayant alors la liberté de choisir le niveau qui leur convient. *akr*

À chaque ferme son propre système de pâture

Le système de pâture doit être soigneusement adapté à chaque ferme.

L'exemple de l'économie pacagère des Badertscher de Madiswil BE montre les points importants dans ce contexte.

Produire sans silo du lait bon marché avec de bonnes teneurs, tel est le but de l'élevage bovin de la ferme de la famille Badertscher de Madiswil BE. Le lait passe par le Biomilchpool comme lait de fromagerie. «Sur nos sols légers dont une partie est très en pente, le mieux est de baser l'affouragement d'été sur une stratégie de pâture intégrale», explique Niklaus Badertscher, qui dirige la ferme en communauté générationnelle avec son père Hans. Les Badertscher ont par conséquent opté en 2011 pour la race Jersey. «Ces vaches petites et légères endommagent moins les prairies trempées, valorisent bien les fourrages grossiers et produisent un lait très riche qui est bienvenu pour le paiement à la qualité», dit Niklaus, et Hans d'ajouter: «L'espace disponible pour la nouvelle stabulation a aussi été une raison de choisir une petite race, car nous avons pu faire des logettes plus courtes.»

Éviter les sentiers de vaches et autres dégâts

Les vaches légères sont importantes dans les pâturages intensifs pentus, explique Niklaus Messerli, conseiller bio à l'Inforama Rütli BE, «car elles font très peu de terrassettes». Il est aussi important d'avoir des chemins bien stabilisés comme c'est le cas chez les Badertscher.

Les pâturages sont faciles d'accès bien que la ferme soit située dans le village. Les Badertscher misent sur un système sur gazon court à trois enclos qui sont pâturés jusqu'à douze fois par année selon la météo et la croissance des plantes. «Nous

démarrons le pâturage le plus vite possible au printemps, et en automne nous arrêtons assez tôt», dit Hans Badertscher pour expliquer leur stratégie. Ce dernier point est très important pour Messerli: «En automne, les plantes doivent avoir le temps de former assez de réserves pour passer l'hiver et supporter le démarrage précoce du pâturage au printemps.» Il ne faut donc en aucun cas faire brouter longtemps et à ras en automne.

Les Badertscher font pâturer les enclos plus longtemps que dans le système classique sur gazon court – jusqu'à quatre jours selon la croissance des plantes. Vient ensuite une période de repos de dix à douze jours. «Ce système présuppose que le peuplement comporte suffisamment de plantes fortes», souligne Messerli. Le rendement des prairies diminue fortement en été si la proportion de pâturin commun, qui est capable de combler rapidement les trous grâce à ses stolons aériens, augmente trop.

Sursemis réguliers pour la qualité des herbages

Toutes les surfaces adéquates sont labourées puisque les Badertscher font aussi des grandes cultures et un peu de maraîchage, et les prairies permanentes sont limitées aux pentes. «Impossible de pratiquer un régime de fauche-pâture sur ces surfaces», explique Hans Badertscher. La conséquence est que les plantes ne peuvent jamais mûrir et se ressemer. Les Badertscher font donc régulièrement des sursemis pour éviter que la qualité des peuplements se dégrade. «Nous semons tous les trois à quatre ans 150 à 180 g/are d'un mélange 440 U sur toute la surface, ce qui nous permet de maintenir la proportion de trèfle et de ray-grass à un bon niveau», explique Niklaus Badertscher. Il est important de commencer les sursemis quand les prairies sont encore en bon état et pas seulement quand les bonnes graminées manquent déjà à certains endroits, complète Messerli. «Les plantules de graminées se



Niklaus et Hans Badertscher ont choisi une combinaison de pâturage tournant et sur gazon court.

développent lentement dans les prairies existantes car elles doivent conquérir leur place parmi les systèmes racinaires déjà en place.» Même deux mois après le semis elles sont encore très petites, donc les sursemis doivent être faits tôt au printemps ou en automne dans les régions soumises à une sécheresse estivale sinon les plantules ne peuvent pas survivre à cet aléa climatique.

Les prairies en pente ne sont pas les seules à être pâturées, les prairies temporaires en rotation le sont aussi. Les Badertscher utilisent donc un mélange 440 pour la prairie qui sera dès la deuxième année un des trois enclos du pâturage tournant.

Puriner tôt et en diluant bien

Les pâturages permanents reçoivent trois à quatre épandages par année de purin de 20 mètres cubes par hectare avec un épandeur à tuyaux souples. «Je fais le premier épandage le plus tôt possible, en général vers la mi-mars. Nous épandons des petites quantités de purin dilué à 1:1 pour ne pas nuire à la consommation de fourrage.»

Pour compléter le pâturage, leurs vaches Jersey reçoivent du foin écologique et des bouchons de maïs. Hans Badertscher: «Elles aiment bien ça avec l'herbe jeune.» Les concentrés sont réservés pour l'hiver – entre 200 et 300 kilos par vache et par année. La ration est composée de foin et de regain provenant essentiellement des prairies temporaires avec un complément de maïs et de pommes de terre. «Notre but est de faire un foin riche, jeune et fin», dit Niklaus Badertscher. «On vise en général une première coupe à la mi-mai.» Le volume de stockage du foin, un peu juste, pose un problème qui oblige en été les Badertscher à affourager du foin de l'année ou à presser quelques balles pour diminuer le stock. Ils sont cependant assez flexibles et font des balles de silo pour la vente si la météo n'est pas assez bonne pour du foin.

Ne pas laisser les espèces indésirables se ressemer

«Notre mauvaise herbe problématique est la porcelle. Nous devons systématiquement l'empêcher de venir à graine pour qu'elle ne prolifère pas.» Du point de vue des mauvaises herbes il faudrait pâturer les prairies temporaires au printemps, mais «les clôturer est un trop grand travail.» Les rumex sont un plus grand problème dans les prairies temporaires que dans les pâturages. Les Badertscher font de l'arrachage systématique au printemps et en automne, et ils enlèvent toutes les hampes florales aussi bien dans les prairies que dans les céréales et les pommes de terre.

«Ne pas laisser se ressemer est un principe valable pour toutes les plantes indésirables», affirme Niklaus Messerli. Il y a par exemple de la renoncule âcre dans beaucoup de prairies intensives. Les bêtes ne la mangent pas car elle est toxique, donc elle peut se développer rapidement et former des fleurs et des graines. «Il est important de couper les plantes en fleur assez haut pour ne pas nuire aux plantes fourragères», explique Messerli. «Après avoir été coupée, cette plante retente immédiatement sa chance et forme de nouvelles inflorescences qui doivent souvent être coupées une deuxième fois.» Empêcher la renoncule âcre de grainer est assez rapidement efficace puisque ses graines ne sont capables de germer que pendant quelques années: les renoncules déclinent au bout de trois à cinq ans. Markus Spuhler



Des bons chemins d'accès aux pâturages ...



... et des vaches légères pour ménager le gazon. Photos: spu



Portrait du domaine Badertscher, Madiswil

Production végétale: SAU 18 ha, pâturages permanents 6,5 ha, prairies temporaires 6 ha, prairies permanentes 2,5 ha, maïs 0,5 ha, pommes de terre 0,5 ha, épeautre 1,5 ha, légumes 30 a, fraises 12 a.

Production animale: 24 vaches Jersey, 3 chèvres, 8 moutons miroirs, 15 porcs, des poules, des canards. Moyenne d'étable: 4300 kg par vache, 6450 kg par ha de surface fourragère. Teneurs moyennes: 5,5% de graisse et 4,1% de protéine, ce qui donne une prime à la teneur de 8 à 10 centimes.

La ferme appartenait jusqu'en 2001 au pionnier bio et ancien président de Bio Suisse Werner Scheidegger, qui la cultivait en bio depuis les années cinquante. Avant d'être reprise par les Badertscher, le domaine a été loué dix ans pendant lesquels les rumex ont pu se répandre largement. spu



Bernard Poffet, responsable de la taxation chez Proviande, contrôle le travail de ses collaborateurs. Photos: Markus Spuhler

La qualité des carcasses *a gagné en importance*

Ces dernières années, la qualité des carcasses a gagné en importance pour l'établissement des prix. Le Bioactualités a observé le travail effectué dans les abattoirs par les taxateurs de Proviande.

Dans la chambre froide d'un grand abattoir et entreprise de transformation de la viande, Bernard Poffet jette rapidement un regard inquisiteur sur une demi-carcasse. Là où les laïcs ne voient que des moitiés d'animaux sans peau, Poffet voit tout de suite une lettre et un chiffre. «C4», dit le responsable de la taxation de Proviande sans regarder sur l'étiquette sur laquelle un de ses collaborateurs avait effectivement déjà noté la même taxation.

L'homme taxe plus uniformément que la machine

L'interprofession Proviande assure une taxation neutre des carcasses sur mandat de prestations pour la Confédération. Poffet insiste pour souligner que cela se fait de manière totalement indépendante des fournisseurs et des acheteurs et que cette méthode de taxation fournit dans l'ensemble des résultats réguliers. «Depuis l'introduction de CH-Tax il y a 15 ans, les paysans ne doivent plus craindre des différences de prix exagérées entre leur prix de vente aux marchands et le prix de revente aux transformateurs», dit Poffet avec conviction. «La

formation des prix est devenue plus transparente depuis que les abattoirs ne taxent plus eux-mêmes.»

Proviande emploie 24 taxateurs. «Ils suivent une formation et un entraînement intensifs, et nous organisons régulièrement des cours de répétition ainsi que des suivis et des contrôles individuels pour garantir qu'ils taxent de manière constante et uniforme.» Le système fonctionne apparemment assez bien. «Nous n'avons en général qu'une vingtaine de plaintes pour 600 bêtes taxées, et sur ce nombre nous révisons la taxation dans au maximum cinq cas», affirme Poffet. Les essais de détermination mécanique de la couverture de graisse ont échoué. «La machine n'a pas taxé plus uniformément que les hommes.»

Agroscope réévalue le système de taxation

La taxation se fait dans le local pré-frigorifique de la chambre froide. Le taxateur de Proviande se tient sur une plateforme et a une minute pour juger chaque demi-carcasse qui passe devant lui sur un rail, vérifier l'identité de l'animal et entrer sa taxation dans le système. Ce matin, Poffet rencontre aussi sur la plateforme le chef acheteur de l'abattoir. «Cela ne devrait en fait pas se passer comme ça, le taxateur devrait être seul sur la plateforme», explique Poffet, «mais il arrive bien sûr que les gens qui travaillent ici doivent parler de certaines choses.»

Agroscope travaille actuellement sur une évaluation de la taxation neutre de la viande effectuée par Proviande. «Nous présenterons les résultats définitifs à la fin de l'année», ex-

plique Stefan Mann, un chercheurs d'Agroscope, «mais nous pouvons déjà dire maintenant que le système fonctionne en principe bien et que la confiance en lui n'a fait que se renforcer ces dernières années.» Dans le cadre de cette évaluation, Mann et ses collègues de la recherche ont aussi découvert que l'évaluation de la charnure d'après le système CH-Tax a gagné en importance au cours des quinze dernières années. Les différences de prix entre les différentes classes de taxation sont devenues plus grandes, ce qui veut dire que les acheteurs essaient de mieux échelonner leurs prix en fonction de la charnure. Les analyses d'Agroscope montrent par contre que les suppléments de prix pour les différentes formes de production ont régressé – notamment pour le bio.

Affourager selon la charnure et la graisse

Pour les éleveurs, cela signifie qu'il faut davantage orienter l'affouragement et la génétique en fonction de la couverture de graisse et de la charnure. Il est donc décisif que les producteurs connaissent comment la taxation doit se faire sur les animaux vivants pour arriver aux mêmes résultats que les taxateurs de Proviande dans les abattoirs. «Ceux qui veulent pouvoir le faire avec exactitude devraient faire régulièrement une taxation avant l'abattage puis aller voir les carcasses», dit Poffet. Vu que c'est difficile à organiser pour les agriculteurs, Proviande organise des cours de taxation spécifiques pour eux (voir encadré).

«Que ce soit sur les animaux vivants ou les carcasses, on apprend relativement vite à reconnaître les cas évidents.» Une vache de classe T sera par exemple identifiable sur pied par des cuisses assez larges et bien développées, un dos assez large et des épaules bien développées. Pour les cuisses et les épaules, il s'agit en particulier d'évaluer la mesure du renflement ou du renforcement de la musculature. Sur les animaux vivants, l'évaluation de la couverture grasseuse se fait à l'aide des différentes «touches». Une couverture de graisse régulière, qui donne la classe 3, est donc ainsi relativement facile à reconnaître. Les cas limites sont plus difficiles – aussi sur les carcasses. «Il n'est pas toujours si facile de déterminer si une bête bien en viande et plutôt bien couverte doit être taxée en T3 ou en T4.»

«Les éleveurs de bovins à viande accordent déjà très bien la génétique et l'affouragement en fonction du paiement à la qualité», dit Michèle Hürner, product manager Viande à Bio Suisse. Mais il y a encore du potentiel du côté des vaches. «De nombreuses bêtes pourraient être un peu rengraissées à peu de frais et atteindraient de meilleurs prix.» Markus Spuhler

→ www.proviande.ch



Cours de taxation pour les éleveurs bio

L'interprofession Proviande offre en collaboration avec Bio Suisse des cours de taxation pour les producteurs bio et en reconversion. Les prochains cours seront organisés en automne à plusieurs endroits. Les intéressés sont priés de s'annoncer dès maintenant. *mh*

→ Michèle Hürner, tél. 061 204 66 43, pmfleisch@bio-suisse.ch



Les taxateurs de Proviande regardent la charnure à trois endroits des carcasses: les cuisses ...



... le dos...



... et les épaules.

Améliorer la qualité écologique: Pour la nature et les contributions

De nombreux producteurs auraient la possibilité d'améliorer la qualité de leurs surfaces de promotion de la biodiversité. C'est souvent pas trop difficile – et les avantages sont nombreux.

Amener les surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) au niveau de qualité II peut apporter différents avantages en bio: l'augmentation de la biodiversité améliore l'équilibre écologique de la ferme, les surfaces de qualité II peuvent être comptées comme mesures d'encouragement de la biodiversité pour le contrôle bio – et les contributions financières sont intéressantes.



Prairies extensives cherchent diversité. Photo: L. Pfiffner, FiBL

Prairies extensives:

Il faut souvent passer par un nouveau semis

«Pour les prairies extensives, c'est la diversité des espèces qui décide si elle atteignent le niveau de qualité II», explique Erich Huwiler, professeur au centre agricole de Liebegg AG. «Parmi les espèces d'une liste correspondant au site, il doit y en avoir six réparties de manière homogène sur toute la surface pour atteindre le niveau de qualité II.» Si ce n'est pas encore le cas aujourd'hui mais que le site possède les conditions requises, il faut en général ressemer la prairie pour réussir. «Les sursemis n'arrivent en général pas à s'implanter», fait remarquer Huwiler. Les semis de printemps effectués entre fin avril et début mai ont fait leurs preuves après un labour précoce et plusieurs hersages à intervalles réguliers. «Les fleurs prairiales désirées germent très lentement», explique-t-il, «donc des coupes de nettoyage régulières sont nécessaires pendant les premiers mois après le semis.» En règle générale, un peuplement se maintient une fois qu'il s'est établi si on respecte les exigences d'exploitation. Cela signifie ne pas faucher avant le 15 juin en plaine, enlever l'herbe fauchée et ne pas fertiliser. Et les faucheuses-conditionneuses sont interdites pour les prairies extensives de qualité II. La Confédération paie un supplément de 1500 francs par hectare pour les prairies extensives de niveau de qualité II. *spu*

Le Naturama Aargau et le centre agricole de Liebegg AG ont organisé début mai un cours sur le thème de la revalorisation des SPB. Les agriculteurs argoviens ont pu s'informer sur les différentes possibilités sur le domaine bio de Walter et Louis Schneider à Würenlingen AG. Les Schneider font depuis longtemps beaucoup d'efforts écologiques, et ils peuvent présenter quelques éléments de SPB écologiquement très intéressants. Ils réalisent aussi haut la main les douze mesures d'encouragement de la biodiversité (voir encadré) exigées par le Cahier des charges de Bio Suisse.

Il est important que les producteurs sachent estimer quelles SPB ont le potentiel pour le niveau de qualité II. Les possibilités pour les SPB de type prairies extensives, pâturages extensifs, vergers haute-tige et haies sont présentées



Vergers haute-tige: nombreuses possibilités. Photo: spu

Vergers fruitiers haute-tige:

Éléments structurels ou surface corrélée de NQ II

Les exigences pour le niveau de qualité II (NQ II) sont un peu plus complexes dans les vergers haute-tige. Il faut remplir toute une liste d'exigences minimales dont par exemple une proportion d'au maximum deux tiers de nouvelles plantations, la preuve d'une surface de SPB corrélée, un minimum de 10 arbres ou une surface minimale de 20 ares ainsi que des distances et densités de plantation minimales et maximales. «En plus de la liste il faut des sites naturels ou artificiels de nidification pour les oiseaux, au moins un pour dix arbres», explique Markus Peter du service de l'agriculture du canton d'Argovie. Ensuite il faut en plus que la surface corrélée atteigne le NQ II ou, si ce n'est pas le cas, installer des éléments structurels dans le verger haute-tige. «Ça peut être par exemple des tas de branches ou de pierres, des arbres avec une forte proportion de bois mort, des surfaces de sol nu ou des aides à la nidification pour les abeilles sauvages», précise Peter. «Toutes ces mesures visent en premier lieu l'encouragement des oiseaux. Il peut donc être judicieux de demander aux organisations locales de protection de l'environnement ou des oiseaux quelles espèces d'oiseaux sont présentes dans la région et quelles mesures il faut prendre pour les favoriser.» Le NQ II provoque dans les vergers un véritable saut des contributions: elles passent de 15 à 45 francs par arbre. *spu*

ci-dessous. Le niveau de qualité II est aussi possible dans les vignes riches en biodiversité. Une bonne vue d'ensemble des différents types de SPB, des exigences pour les niveaux de qualité I et II et des montants des contributions se trouvent dans le document «Aperçu: Paiements directs aux exploitations suisses à l'année» de l'Office fédéral de l'agriculture. En plus des contributions pour la qualité, d'autres sont possibles selon les régions en fonction des projets de mise en réseau et de qualité du paysage. *Markus Spuhler*

→ www.ofag.admin.ch > Thèmes > Paiements directs
> Contributions à la biodiversité > Contribution pour la qualité

→ www.filme.bioaktuell.ch



Les pâturages extensifs sont sous-estimés. *Photos: spu*

Pâturages extensifs:

Biodiversité sur toute la surface ou éléments structurels

Du point de vue agricole et écologique, les pâturages extensifs ont un peu vivoté dans l'ombre au cours des dernières années. «À tort», trouve Thomas Baumann, agriculteur et collaborateur au Naturama Aargau dans le domaine de la protection de la nature. Leur intérêt agricole pour le jeune bétail et les vaches tarées ne doit pas être sous-estimé: «Dans les pâturages extensifs, les génisses apprennent à manger de grands volumes de fourrages à cause de leur faible densité énergétique.» Et du point écologique les pâturages extensifs offrent des habitats intéressants pour les insectes ainsi que des surfaces ouvertes pour les plantes à graines et les êtres vivants du sol. Les exigences pour le niveau de qualité II peuvent être remplies de deux manières: soit il faut six espèces d'une liste correspondant au site réparties de manière homogène sur toute la surface, soit, s'il y a des haies ou des buissons épineux ou riches en espèces sur au moins cinq pourcent de la surface, il suffit que six espèces indicatrices soit présentes régulièrement sur 20 pourcent de la surface. Pour limiter au maximum requis de 50 mètres la distance entre les petites structures, on peut rajouter des éléments structurels comme des arbres ou des tas de branches ou de pierres. Le niveau de qualité II permet de recevoir 700 francs par hectare de contributions supplémentaires. *spu*



Remplir le check-up Biodiversité

Depuis cette année, les producteurs doivent présenter lors du contrôle le résultat du check-up Biodiversité de Bio Suisse. Une plateforme en ligne permet de le remplir, et les gens de Bio Suisse vous aident volontiers (tél. 061 204 66 38). Tous les producteurs devront présenter à partir de 2016 12 mesures de biodiversité parmi un choix de plus d'une centaine de possibilités. Les proportions de SPB de niveau de qualité I ou II donnent droit à différents nombres de mesures remplies, et certaines exigences nécessaires pour atteindre le niveau de qualité II peuvent en plus être comptées comme mesures séparées. *spu*

→ www.bio-diversitaet.ch/fr



Les replantations améliorent rapidement les haies.

Haies:

Cinq espèces arbustives et des arbres ou des épineux

Les haies offrent de précieux habitats et cachettes pour les petits mammifères comme les lièvres ou les hérissons. Elles sont aussi importantes pour les oiseaux comme par exemple la pie grièche écorcheuse, qui embroche les insectes capturés sur les épines des buissons pour les manger plus tard. Le niveau de qualité II peut être atteint relativement vite dans les haies si elles font déjà au moins deux mètres de largeur et sont composées d'espèces indigènes. Exigences supplémentaires: pour 10 mètres linéaires, les haies doivent comporter au moins 5 espèces arbustives indigènes différentes, et au moins 20 pourcent de la strate buissonnante doivent être composés de buissons épineux s'il n'y a pas tous les 30 mètres un grand arbre typique du paysage local. «On peut planter des buissons adéquats s'il n'y en a pas encore. La haie donne ensuite immédiatement droit aux contributions si les autres conditions sont remplies», explique Bea Vonlanthen d'Agrofutura. Il est aussi décisif que l'ourlet herbacé – il s'agit d'une bande de surface herbagère ou à litière extensive adjacente de 3 à 6 mètres de largeur – soit fauché de manière échelonnée à intervalles d'au moins 6 semaines. Le niveau de qualité II permet de recevoir pour les haies des contributions SPB supplémentaires de 20 francs par are. *spu*

Conservation par haute pression: *Nouvelle méthode au banc d'essai bio*

Les aliments bio doivent de plus en plus respecter des normes conventionnelles. Il faut de nouvelles techniques pour combiner ces exigences et celles de la durabilité. Un rapport de test.

«Pour décrire la qualité des aliments biologiques, il faut un concept holistique qui tienne compte des différents critères de la durabilité», a expliqué dernièrement lors de la Biofach de Nuremberg Regula Bickel, experte en denrées alimentaires du FiBL.

La protection phytosanitaire biologique influence la qualité d'une denrée alimentaire bio tout autant qu'un bien-être animal optimal ou le renoncement à de nombreux additifs. Cette compréhension biologique de la qualité pâtit de plus en plus de la forte demande pour les aliments bio, qui provoque lors du développement des produits une tendance à «tout faire aussi en bio», avec souvent pour conséquence que les produits bio ne se différencient plus guère des conventionnels.

Savoir-faire traditionnel et nouvelles technologies

L'objectif traditionnel de la transformation bio, qui est de traiter les denrées alimentaires le plus doucement et naturellement possible, gagne en même temps de l'importance loin au-delà du secteur bio.

Par «doucement» ou «avec ménagement», on entend d'ordinaire les procédés artisanaux et traditionnels qui obtiennent par exemple l'effet de conservation voulu sans pressions ni températures extrêmes. Pour la transformation bio, les procédés physiques les plus intéressants sont en principe ceux qui permettent d'éviter l'utilisation de produits chimiques de synthèse. Ce sont souvent des procédés de fabrication artisanaux.

Les nouvelles évolutions des technologies de transformation invitent certains à réinterpréter ce point de vue traditionaliste. Les méthodes les plus intéressantes fournissent un avantage de durabilité supplémentaire par une amélioration de l'efficacité énergétique et de la protection des ressources. Surtout pour les denrées alimentaires bio avec des labels qui ont de hautes exigences comme le Bourgeon et les labels comparables, les exigences pour la transformation douce («Minimal Processing») doivent quand même aussi être remplies.

Traitement dans l'emballage

Le congrès «Qualité des produits bio – mais comment? – La qualité bio de l'avenir» organisé en commun par bionetz.ch, AoEL (Allemagne) et Bionext (Pays-Bas) qui s'est tenu lors de la Biofach de Nuremberg a aussi fourni de nouvelles impulsions pour la recherche et la pratique industrielle en Suisse.

Ariette Matser, de l'université hollandaise de Wageningen, y a présenté de nouvelles technologies qui permettent d'obtenir une conservation prolongée sans échauffement mais qui



Installation pilote de conservation par haute pression à l'université hollandaise de Wageningen (WUR). Photo: Ariette Matser, WUR

utilisent l'effet d'une brève mais forte montée de pression. Pour ce procédé nommé «High pressure processing» (HPP), Matser et son équipe étudient sur une installation pilote les conditions de transformation dans différentes conditions de pression et de température.

Avec la méthode HPP, les denrées alimentaires sont traitées après avoir été emballées. La pression n'agit pas directement mais indirectement par l'intermédiaire d'une sorte de bain-marie. Cet effet indirect permet aux modifications de l'aliment de rester minimales. Les basses températures de fonctionnement ménagent les aliments mais sont aussi intéressantes du point de vue de la consommation d'énergie. Cette nouvelle méthode hollandaise convient avant tout pour les jus de fruits et autres produits liquides ou pâteux comme les masses de fruits ou les sauces.

Bio Suisse ouverte à des méthodes bio novatrices?

Le procédé HPP a déjà passé ses tests pratiques dans l'industrie des denrées alimentaires. Quel potentiel recèle-t-il pour le secteur biologique suisse? Ici, c'est l'évaluation de Bio Suisse et d'autres organisations labellisatrices qui prévaut pour la généralisation des nouvelles technologies.

La HPP pose encore la question des critères qui permettraient de dire que la méthode est douce et qu'elle pourrait être autorisée pour la transformation définie par les labels bio. Regula Bickel et Raphaël Rossier, du FiBL, évaluent régulièrement les nouveaux développements technologiques pour savoir s'ils sont biocompatibles: «Nous sommes en principe d'avis que la transformation bio doit aussi miser sur les nouvelles technologies pour autant qu'elles apportent un avantage réel, soient acceptés par les consommateurs et soient compatibles avec les principes de base de l'agriculture biologique», a expliqué Bickel à Nuremberg.

Bickel et Rossier évaluent positivement les applications HPP présentées par Matser: «Le FiBL estime que la technologie HPP est très prometteuse pour la pasteurisation des denrées alimentaires. Contrairement aux procédés thermiques, la HPP préserve bien la plupart des composés aromatiques et des couleurs, ce qui a une influence fortement positive sur la qualité sensorielle des produits. Cette technologie novatrice s'avère aussi ménagante du point de vue de la conservation des composants: de nombreuses vitamines par exemple sont très sensibles à la température mais ne sont pratiquement pas détruite par les hautes pressions.»

Potentiel pour la recherche appliquée

Les chercheurs du FiBL ne peuvent pas encore fournir une évaluation définitive: «Nous avons besoin de plus de résultats de recherche, notamment sur les modifications des protéines et des graisses. Il faut aussi montrer comment cette technologie résiste à une étude globale de tous les aspects qualitatifs importants, et en particulier aussi les méthodes holistiques comme les biocrystallisations par exemple.»

Il ne faut cependant pas s'attendre à des applications pratiques dans un proche avenir dans le secteur biologique suisse, du moins pas pour le label Bourgeon. Les méthodes novatrices comme la HPP offrent à moyen terme un potentiel intéressant. La recherche appliquée suisse est aussi sollicitée pour le développement de nouveaux procédés bio, car si l'innovation technologique vient souvent de Hollande, elle pourrait aussi naître en Suisse. *Peter Jossi, bionetz.ch*



Innovation bio venue de Hollande

La Hollande est traditionnellement un havre d'innovation technique pour l'agriculture et la transformation. La «High pressure processing» (HPP) n'est qu'un exemple de ces activités. On a pu se rendre compte récemment à la Biofach de Nuremberg, où la Hollande était pays partenaire, à quel point les fabricants et marchands des Pays-Bas utilisent dans la pratique des solutions durables pour les défis écologiques actuels et fabriquent ainsi des produits délicieux et de bonne qualité. C'est sous la devise «La qualité grandit en Hollande» que les Hollandais ont consacré une attention particulière à la durabilité et à l'innovation. Il y avait bien sûr aussi à voir des tulipes bio, une innovation en soi déjà assez exigeante. Une autre nouvelle réalisation a assuré un réel effet de surprise: les premières orchidées bio du monde, qui depuis lors sont déjà disponibles dans le commerce de détail suisse. Et «PaperWise», un vaste assortiment de papiers, de cartons et d'emballages avec plus-value durable, était une autre nouveauté intéressante pour de nombreuses utilisations mais en particulier pour le secteur agroalimentaire. Contrairement aux offres comparables mais parfois critiquables sur le plan des matières premières, la ligne «PaperWise» n'entre pas en concurrence avec la production de denrées alimentaires car elle n'utilise que des sous-produits comme les feuilles, les tiges ou la paille et crée ainsi une nouvelle filière de création de valeur ajoutée avec des plus-values tant écologiques qu'économiques. Cette nouvelle ligne d'emballages a en outre des avantages par rapport aux produits recyclés classiques, qui sont certes écologiquement intéressants mais malheureusement problématiques pour les emballages alimentaires à cause des risques de résidus et de migration de substances toxiques. *pj*

→ www.bionext.nl



Le Danemark manque de porcs de plein air bio. Friland, la plus grande centrale bouchère, cherche d'urgence des producteurs. Photos: Adrian Krebs

Big Bio au Danemark: Dimensions et ambitions différentes

Les produits bio ont des grosses parts de marché au Danemark. Les fermes sont compétitives grâce à la tradition exportatrice de l'agriculture danoise. La branche veut maintenant une forte progression.

Axel Mansson doit utiliser des superlatifs quand il parle de son domaine agricole: 1000 hectares, dont 800 hectares de légumes et bientôt 111 000 poules pondeuses, font partie de sa propriété. Mais cela n'a pas été déposé dans son berceau: ce fils de peintre a fait ses premières expériences agricoles comme stagiaire de vacances sur des domaines agricoles du voisinage, et il a gagné ses premiers salaires comme laitier. Le jeune Mansson s'est acheté en 1976 une exploitation laitière de 46 hectares qu'il a d'abord cultivée conventionnellement. Il a commencé par passer aux vaches mères, puis il a décidé en 1983 de se reconvertir à la production de légumes.

Domaines de près de 100 hectares

Mansson a fini par échanger l'élevage bovin contre l'aviiculture de ponte, ce qui l'aide aujourd'hui à amortir les fluctuations des prix des légumes. Les œufs sont une affaire sûre sur le marché bio danois, la croissance est irrésistible, et comme en

Suisse ils ont la plus grosse part de marché de tous les produits bio, 17 pourcent.

Mansson est un des plus grands paysans bio du Danemark mais il n'est pas atypique. Les quelque 2700 producteurs bio cultivent une surface de bien 180 000 hectares, ce qui fait près de 100 hectares par ferme, environ cinq fois la moyenne suisse des domaines bio. La croissance est un but attrayant pour les paysans bio danois, qui reçoivent pour cela un important sou-



Deux fières meunières: Marie Louise (à g.) et Hanne Bonde avec leurs farines aux emballages qui attirent l'œil.

tien de l'État (voir encadré) et de l'industrie de transformation, qui est totalement organisée en coopératives et donc aux mains des paysans.

Le lait est un bon exemple. Le leader du marché du lait est de très loin par rapport à quelques petits concurrents le groupe germano-suédo-danois Arla, dont le siège est à Aarhus au Danemark. Comme l'a communiqué Arla à la fin avril, la production de lait bio doit augmenter à moyen terme de 200 à 250 millions de kilos au Danemark, en Suède, en Allemagne et au Bénélux, ce qui représente une croissance de 25 à 30 % par rapport aux quantités actuellement produites.

Bo Kaczmarek et Asmus Asmussen, à Rødekro dans le Jutland-du-Sud, ont accueilli cette nouvelle avec satisfaction. Ils ont 180 vaches Holstein-Friesian en communauté de branche de production et aimeraient augmenter prochainement le troupeau à 200 têtes. Ils sont fiers de leur moyenne d'étable de 10 500 kilos par vache. Il faut dire que les fortes proportions de concentrés ne sont pas un problème pour l'agriculture biologique danoise: Kaczmarek et Asmussen en donnent 30 pourcent sans subir aucune pression que ce soit à ce sujet.

Conventionnel et bio sous le même toit

Les conditions sont de toute façon très différentes au Danemark. Le producteur de légumes Mansson, qui s'est reconverti au bio en 1998, n'est pas seulement de loin le plus grand producteur d'iceberg bio, mais aussi le leader incontesté du marché pour la production d'iceberg conventionnelle. Il dit produire plus de 90 pourcent de la demande danoise. Cela est possible parce qu'il a transféré la production maraîchère conventionnelle à une société séparée. Personnellement il se reconvertirait volontiers totalement au bio, mais il avoue ne pas vouloir abandonner inconsidérément une telle position commerciale.

Et son effectif de plus de 100 000 poules fait littéralement exploser les limites en vigueur chez nous. Mansson considère que la combinaison d'une telle grandeur avec un bien-être animal optimal est un de ses plus grands défis. Il est donc continuellement à la recherche de nouvelles solutions. Il fait par exemple actuellement des essais avec des pâturages et des bouleaux dans les parcours. Les arbres absorbent une partie des éléments nutritifs et fournissent aux hommes du bois de feu et aux poules de l'ombre et une protection contre les oiseaux de proie. Ces petits arbrisseaux de quelques mètres de hauteur ont en effet des troncs trop instables pour permettre aux attaquants venus du ciel de s'y poser.

Friland, une filiale de la plus grande centrale bouchère du Danemark Danish Crown qui, comme Arla, est fortement imbriquée dans le commerce international, veut aussi croître. Contrairement aux œufs, aux fruits et aux légumes, la viande bio a encore des parts de marché à un chiffre, ce qui explique qu'on cherche actuellement des grands domaines supplémentaires comme celui de Brian Holm, qui avec ses 125 hectares amène chaque année quelque 4000 porcs de plein air à la maturité d'abattage.

La tendance est à la biodynamie

Tous les producteurs bio danois ne recherchent pas leur salut dans la grandeur. À Augustenborg, la famille Bonde, avec son moulin Skærtoft et son assortiment de plus de 40 farines qui se vendent dans toutes les importantes chaînes danoises de supermarchés, en est un très bon contre-exemple. À la



Des producteurs de lait bio qui ont 180 vaches et veulent s'agrandir encore: Bo Kaczmarek et Asmus Asmussen.

base de ce moulin florissant se trouve un domaine agricole d'à peine 50 hectares que Jørgen Bonde a repris de son père avec sa femme Hanne en 1983 avant de le reconvertir au bio en 1991. Les céréales du domaine ne suffisent plus depuis bien longtemps à approvisionner le moulin. La PME offre entre 7 et 14 places de travail selon les saisons. Les Bonde ont trouvé dans la transformation à la ferme la voie qui permet de générer une forte valeur ajoutée avec une surface maîtrisable et l'intégration verticale de la transformation. Leur fille Marie-Louise s'est entre-temps jointe à eux et organise dans la belle cuisine de démonstration des cours de boulangerie pour les gens qui en ont marre du pain spongieux des supermarchés. La mère et la fille, qui sont responsables de la commercialisation, considèrent qu'une des clés de la réussite est leur design très tendance des emballages.

En ce qui concerne les exigences à l'égard des produits, les Bonde veulent franchir une étape supplémentaire: «Nous voulons nous reconvertir à la biodynamie», dit le responsable du domaine. Dynamique, il l'est de toute façon déjà. *Adrian Krebs* •



Le gouvernement investit des millions

Le gouvernement danois a de grands projets pour l'agriculture biologique. Le plan d'action bio présenté récemment doit permettre de doubler la surface cultivée en bio d'ici 2020 par rapport à 2007 pour l'amener à 15 % de la surface agricole utile du Danemark. L'intention est d'investir ces trois prochaines années 35 mio Fr. qui feront partie d'un vaste paquet de mesures qui comprendra entre autres de la promotion à l'exportation pour les produits bio, le soutien des cantines pour le passage à une alimentation bio, des aides à l'investissement dans le secteur de l'agriculture et des mandats de recherche. Il est aussi prévu que les pouvoirs publics fassent avancer les choses en encourageant la reconversion de surfaces aujourd'hui conventionnelles. L'État est aussi le propriétaire du seul label bio qui ait une véritable importance économique. Ses exigences sont identiques à celles de la réglementation bio de l'UE et il existe depuis déjà 25 ans. Les paysans bio danois détiennent une part de marché de 7,6% de l'ensemble du marché national des denrées alimentaires. *akr*

S'engager pour le développement de l'agriculture bio

Bio Suisse a besoin du savoir-faire de scientifiques et de technologues motivés et novateurs qui ont envie de participer au développement de l'agriculture biologique, du Bourgeon et du marché bio. Nous cherchons pour à partir de novembre 2015

un ou une membre pour la Commission de labellisation de la transformation et du commerce (CLTC)

Vous serez chargé-e avec vos collègues expérimentés de la CLTC de l'interprétation et du développement du Cahier des charges de Bio Suisse dans le domaine de la transformation et du commerce. La CLTC décide de l'octroi et du retrait du Bourgeon et conclut les contrats de licence correspondants. Elle rédige des règlements et le règlement des sanctions pour la certification, traite les cas de jurisprudence et édicte des prescriptions. Elle est une instance de l'assurance-qualité et elle surveille le processus de certification. Elle conseille en outre la Commission de la qualité de Bio Suisse pour les questions techniques et stratégiques.

Votre collaboration dans la CLTC est une tâche enrichissante et un défi passionnant au sein d'une équipe constructive. Cette tâche vous prendra probablement 10 journées de travail par année (séances y. c. préparations). Les séances se passent en allemand mais vous avez la possibilité de vous exprimer en français. Vous avez de l'expérience en technologie, transformation, contrôle ou science des denrées alimentaires et/ou en sciences naturelles, en assurance-qualité ou en analyse sensorielle. Une pratique de l'agriculture serait un avantage. Vous avez un sens prononcé pour la haute qualité des denrées alimentaires et le plaisir gustatif. Vous êtes prête-e à vous engager pour l'agriculture biologique et le développement durable, à vous perfectionner dans les questions de qualité et du marché et vous avez de l'intérêt pour la définition des normes. Les membres des commissions de labellisation ne peuvent pas occuper une place dirigeante ou stratégique dans une société de contrôle ou de certification ou chez un preneur de licence Bourgeon, et vous devez faire connaître vos relations d'intérêts au Comité avant votre élection.

Êtes-vous intéressé-e? Alors envoyez votre candidature avec curriculum vitae d'ici au 10 juillet 2015 à Bio Suisse, Coordination de la Fédération, Peter Merian-Strasse 34, 4052 Bâle, ou à natalie.delannoy@bio-suisse.ch. Un membre du Comité, Monika Rytz (061 841 21 37), et le Coordinateur de la Fédération, Christian Voegeli (079 457 24 22), répondront volontiers à vos questions.



Bourgeon Bio. Le goût du vrai. BIOSUISSE

BIO

Actualités

Le magazine du mouvement bio

- Je m'abonne au Bioactualités pour une année, 10 numéros
Fr. 53.- / étranger Fr. 67.-
- J'aimerais un exemplaire d'essai gratuit du Bioactualités
- J'aimerais recevoir la newsletter gratuite du Bioactualités
- Je suis en formation et reçois le Bioactualités au tarif réduit de
Fr. 43.- par année (seulement en Suisse, au max. 3 ans).
Prière de joindre un justificatif.

Prénom	
Nom	
Adresse	
NPA / localité / pays	
Courriel	
Date	Signature

Découper le talon et l'envoyer à:
Bio Suisse, Édition du Bioactualités, Peter Merian-Strasse 34,
CH-4052 Bâle
Tél. +41 (0)61 204 66 66, courriel edition@bioactualites.ch
Offres spéciales sur www.bioactualites.ch



Mühle Rytz AG
Agrarhandel und Bioprodukte

Votre partenaire bio

**30 années d'expérience
dans le marché bio**

Notre offre complète :

- Aliments
- Sels minéraux et seaux à lécher
- Semences
- Engrais organiques
- Centres collecteurs de céréales

Nous vous conseillons volontiers.

Mühle Rytz AG, 3206 Biberen Tel. 031 754 50 00
www.muehlerytz.ch, mail@muehlerytz.ch

et votre conseiller régional



PROVIMI KLIBA

Biofood: Durable et de haute qualité

Le nouveau dossier du FiBL sur la durabilité et la qualité des denrées alimentaires biologiques vient de paraître.

Délicieux et de production équitable et durable. Ce sont quelques unes des nombreuses exigences posées aux aliments biologiques. Les consommateurs se posent de plus en plus souvent des questions sur les produits du commerce. Les attentes montrent que la qualité des denrées alimentaires ne



Pour la qualité des produits comme la carotte, tout le processus du champ à l'assiette est important. Photo: ec.europa.eu

peut pas être réduite à quelques critères isolés mais qu'il faut tenir compte de l'ensemble des processus qui vont du champ à l'assiette. Principe spécifique pour les denrées alimentaires biologiques: la durabilité et la qualité vont de pair.

Moins d'additifs

Dans cette édition révisée du dossier du FiBL «Durabilité et qualité des aliments biologiques», les auteurs, Regula Bickel et Raphaël Rossier, présentent un concept global pour l'évaluation de la qualité des denrées alimentaires. Ils utilisent des exemples pour expliquer comment les différents aspects comme la production, l'emballage ou la quantité d'additifs influencent la qualité.

On y parle par exemple des abricots séchés bio. Tandis que leurs homologues traditionnels sont d'un bel orange, la variante biologique est plutôt de couleur brune. La différence vient du fait que les abricots séchés conventionnels contiennent du sulfite qui les protège contre les moisissures et les bactéries. Vu que les fruits secs se conservent longtemps même sans additifs, la transformation biologique renonce à l'adjonction de soufre sous forme de sulfite. Les abricots séchés biologiques contiennent donc moins d'additifs. Le fait qu'ils restent à la traîne des abricots séchés conventionnel sur le plan de la couleur n'est finalement pas si grave puisqu'ils n'ont rien à leur envier gustativement. Deborah Rentsch

Dossier «Durabilité et qualité des aliments biologiques»:
→ www.fibl.org > Page d'accueil > Boutique

Nouveaux projets pour l'Année des sols

Le FiBL s'engage en Suisse et à l'étranger dans de nombreux projets de recherche pour les sols et leur fertilité.

2015 est l'Année internationale des sols. L'ONU veut sensibiliser la population à l'importance de cette base de l'agriculture et de la production alimentaire. Car seuls des sols sains pourront continuer d'assurer l'alimentation de la société. Au FiBL, le Département des sciences du sol cherche des solutions novatrices et de nouvelles approches pour ménager et entretenir les sols. Ce travail se fait en étroite collaboration avec des paysans et avec des experts d'autres domaines spécialisés.

En étroite collaboration avec les paysans

Le FiBL a lancé depuis le début de l'année plusieurs nouveaux projets qui tournent autour du sol et de sa fertilité. L'Institut s'engage dans ce domaine non seulement en Suisse mais aussi à l'étranger. Dans le projet «ORM4Soil» par exemple, les chercheurs étudient de nouvelles approches pour améliorer la fertilité des sols en collaboration avec des agriculteurs de plusieurs pays africains – Mali, Ghana, Kenya et Zambie. La dé-

gradation de l'humus est en effet un problème qui menace la sécurité alimentaire. Une bonne collaboration est aussi importante dans le projet «FertilCrop»: un groupe de 20 partenaires de la recherche de 13 pays européens participent à des essais au champ pour développer de nouvelles méthodes agricoles et de nouvelles techniques pour l'agriculture biologique.

En Suisse, le projet «BetterGardens» étudie comment les gens aménagent leurs jardins et quels facteurs les influencent lors de leurs décisions. L'objectif est de développer des stratégies qui permettent de cultiver de manière idéale les espaces verts situés dans les villes. Deborah Rentsch



Le thème du sol sur fibl.org

Ce ne sont que trois exemples parmi les nombreux projets du FiBL. Vous trouverez sur le site internet du FiBL des descriptions détaillées d'autres exemples, des informations de fond et des news. Toutes les informations sur le thème du sol sont maintenant rassemblées sur une même page thématique.

→ www.fibl.org > Page d'accueil > Sujets > Sol



Bettina Kolly a commencé une formation bio pour reprendre un jour la ferme de ses beaux-parents. Photo: Carmen Büeler

«Être petit et indépendant» – voilà comment Bettina Kolly voit l'avenir

Bettina Kolly est en deuxième année d'apprentissage raccourci d'Agricultrice CFC en agriculture biologique. Il y a bientôt les examens pratiques et elle s'entraîne et révise avec assiduité.

Le maître d'apprentissage Bernhard Minder remplace Bettina Kolly à la pirouette pour qu'elle ait du temps pour l'interview. Le temps est chaud et sec, tous les bras sont aux foins. La jeune femme de 28 ans apprend le métier de l'agriculture biologique dans la ferme bio Wegmatte à Diemerswil BE. Le domaine compte 23 vaches de différentes races et environ 21 hectares de SAU dont les deux tiers sont des pâturages et des prairies temporaires, le reste se partageant entre du blé, du maïs fourrager, des pommes de terre et des fruits. Une bonne partie de la production est pour l'autoapprovisionnement et le petit magasin de la ferme. Des circulaires sont envoyées aux clients pour leur proposer la viande des veaux et des porcs de la ferme. En plus des poules, les pâturages accueillent depuis peu aussi 3 chèvres de la race Grise des montagnes.

De forestière-bûcheronne à agricultrice bio

«La foresterie est ma passion», dit Bettina Kolly, qui ne peut cependant pas s'imaginer faire ce travail pénible jusqu'à l'âge de la retraite. Elle a décidé de faire l'apprentissage bio à la suite de son compagnon. Tous deux ont la possibilité de reprendre dans un lointain avenir la ferme bio des beaux-parents à Sangernboden BE.

Pourtant, comme son compagnon ne voulait absolument pas suivre la formation continue en agriculture requise pour cela, elle s'est décidée en 2013, après six années de bûcheron-

nage et quelques saisons dans différentes fermes, à faire un apprentissage bio raccourci.

Le choix de la spécialisation «production biologique» provenait avant tout de la ferme qu'elle pourra reprendre, mais aujourd'hui elle ne peut plus s'imaginer faire autre chose que de l'agriculture biologique. Même si elle reprendra provisoirement son travail en forêt après la fin de l'apprentissage bio.

La ferme bio de l'Oberland bernois que Bettina Kolly et son compagnon aimeraient reprendre se trouve en zone de montagne 3, et les parcelles sont pentues et assez mouillées. Cette ferme élève actuellement sur une vingtaine d'hectares des vaches mères Galloway pour la production de viande. Bettina Kolly aime les bêtes, la traite et le lait, donc elle rêve aussi de pouvoir un jour fabriquer des fromages et des yogourts – malgré les prairies plutôt maigres.

Alternatives à la pratique actuelle

La formation bio a appris à Bettina Kolly qu'il y a agriculture et agriculture. «Je n'avais aucune idée des grandes cultures et j'ai appris beaucoup de choses, notamment comment le cycle de la nature fonctionne aussi très bien sans produits de synthèse.» On peut très souvent se passer de médicaments si les conditions d'élevage et ce qu'on attend des bêtes sont en accord.» Elle est convaincue qu'on peut obtenir plus avec beaucoup moins.

Pour Bettina Kolly, les fermes biologiques diversifiées sont le véritable avenir de l'agriculture. «Cela n'a vraiment pas de sens de faire de la monoproduction de masse en visant des rendements maximaux pour produire toujours plus de lait alors qu'il y en a déjà trop et que les prix baissent.» Il faut au contraire être flexible, avoir plusieurs cordes à son arc et agir le plus indépendamment possible des grands groupes. «Rester petit et faire soi-même», tel est pour Bettina l'avenir de l'agriculture biologique. Carmen Büeler

Agenda

Nous publions volontiers vos événements dans le magazine et dans l'agenda de www.bioactualites.ch. Prière de s'adresser au secrétariat des cours du FiBL pour tout renseignement: tél. 062 865 72 74 cours@fibl.org.

Visites de cultures

Vulgarisation VD

Dates, horaires et lieux

① Fin juin (la date sera communiquée par sms), 9.30 h
Essais de variétés de pommes de terre tolérantes au mildiou, chez Damien Bettex, 1537 Champtauraz (RDV à la chèvrerie)

Renseignements et inscriptions

Pour toute question ou suggestion: Lisa Pagani, conseillère bio, tél. 021 905 95 50

Visites de terrain sur la biodiversité

Thèmes

Comment améliorer la qualité de mes SPB?
À quoi faire attention lors de la plantation d'une nouvelle haie?
Quelles autres mesures d'encouragement de la biodiversité du catalogue de Bio Suisse est-ce que je peux réaliser?
Et pourquoi faut-il encore plus encourager la biodiversité?

Dates, horaires et lieux

① Mercredi 12 août, 9.30 h
Stéphane et S. Vial-Colliard, Chemin de la Gurli 41, 1618 Châtel-St-Denis FR

② Mercredi 19 août, 9.30 h
Corentin Tissot, Rue du Café des Chasseurs 1, 1304 Allens VD

Il n'est pas nécessaire de s'inscrire.

Compétition

Deuxième championnat de désherbage

Samedi 4 juillet 2015, la ferme bio Agrovision Burgrain d'Alberswil accueille la deuxième édition du championnat suisse de désherbage. L'objectif de cette compétition organisée par Bio Suisse: désherber le plus rapidement et le plus proprement possible une parcelle bien délimitée d'un

champ de maïs. Tout le monde peut participer, individuellement ou par équipe de cinq.

Programme

9 h à 12 h: grand brunch bio paysan à la ferme bio Agrovision Burgrain (Adulte: CHF 38.- par personne; enfant: prix variable selon l'âge, clôture des inscriptions pour le brunch: 30 juin)

13 h à 16 h: 2e championnat suisse de désherbage. Participation: inscription gratuite mais obligatoire ici.

16 h à 16.45 h: visite guidée gratuite de la ferme bio Agrovision Burgrain.

16.45 h: remise des prix du championnat suisse de désherbage catégories individuel/par équipe

Informations et inscriptions

www.bio-suisse.ch
> Consommateurs > Evénements
> Championnat de désherbage

Inscription en ligne garantie jusqu'au 30 juin. Des inscriptions de dernière minute seront encore possibles sur place le 4 juillet.

Jardinage

Initiation au jardinage Bio & Biodyn

Dates, horaires et lieux

Les jeudis 25 juin, 9 et 23 juillet 18 h à 21 h
Centre de formation et d'expérimentation, Chemin de l'Espagne, Bernex GE

Contenu

Techniques de culture, rythmes lunaires et planétaires, l'eau, organisation du potager, associations de cultures, le compost et ses préparations bio-dynamiques

Responsable du cours
Pierre-Alain Indermühle

Coûts
Fr. 238.-

Informations & inscriptions
www.ecojardinage.ch

Reproduction des graines

Dates, horaires et lieux

Samedi 25 juillet et dimanche 26 juillet 8.45 h à 17.00 h

Fondation Ecojardinage, Ch. de la Pâtissière, Bex VD

Contenu

Il devient parfois impossible pour un professionnel de se fournir en certaines variétés. Venez apprendre à produire vos propres semences et à préserver vos variétés en gardant leur pureté.

Coûts
Fr. 288.-

Informations & inscriptions
www.ecojardinage.ch

Jardin cocreatif

Dates, horaires et lieux

Dimanche 19 juillet et lundi 20 juillet, 8.45 h à 17 h
Fondation Ecojardinage, Ch. de la Pâtissière, Bex VD

Intervenant
Eliane Audureau

Coûts
Fr. 168.- par journée

Informations & inscriptions
www.ecojardinage.ch

Agro-Forum 2015

Thema

Innovation vs. Tradition
In der Lebensmittelproduktion ist Innovationsmanagement von entscheidender Bedeutung. Der Anlass richtet sich an alle Interessierten der Agrar- und Lebensmittelbranche und dient neben der persönlichen Weiterbildung auch dem Networking.

Wann und wo
Freitag, 4. September 2015
Feusi-Bildungszentrum, Bern

Information

OK Agro-Forum
www.swissagroforum.ch
Matthias Zurflüh
Tel. 078 803 92 45
mz@swissagroforum.ch

Anmeldung

www.swissagroforum.ch > zum Anmeldeformular

Petites annonces

Ici vos annonces gratuites!

Les petites annonces publiées sur cette «Place du marché» sont limitées à 400 signes y. c. espaces et ne coûtent rien. Prière d'envoyer les textes de vos annonces à:
Erika Bayer, FiBL, Ackerstrasse 113, Postfach 219, 5070 Frick, ou par courriel à publicite@bioactualites.ch
tél. 062 865 72 72

Bourse Bio

Vous trouverez sur www.boursebio.ch de nombreuses autres annonces concernant l'agriculture biologique, et vous pouvez aussi y mettre gratuitement des annonces.

OFFRE

Ferme bio de montagne à vendre dans Chablais valaisan (ferme de l'arche pro specie rara) Elevage, Roux du Valais, FM, Chèvres col fauve
tél. 079 213 76 42, Bernard Lévy

Possibilités publicitaires gratuites pour la vente directe, l'agriculture contractuelle, les abonnements bio, les magasins bio, les trucs écologiques: L'association BioConsommActeurs, bientôt 2000 membres et un site internet très visité, veut faire savoir où se trouvent les produits bio.
Renseignez-vous!
tél. 024 435 10 61
fax 024 435 10 63
info@bioconsommacteurs.ch
www.bioconsommacteurs.ch

CHERCHE

Nous achetons MIEL SUISSE BIO BOURGEON en fûts ou bidons. Veuillez s.v.p. prendre contact avec nous pour les conditions d'achat.

Apimiel SA, 7743 Brusio M. Claudio Lanfranchi
tél. 081 846 53 18
fax 081 846 53 10
info@apimiel.ch

UFA 40 AR Pastor Highspeed®

Avec trèfle violet Pastor adapté à la pâture

- stabilité de rendement
- appétissant
- unique



UFA 50 JAHRE ANS
SAMEN | SEMENCES

www.semencesufa.ch

agrobio **schönholzer ag** 
BIOSUISSE www.agrobio-schönholzer.ch BIO

FOURRAGE

- **Foin de luzerne BIO en grosses balles carrées:** protéines et fibres digestibles améliorent les rations, contenu de MA sélectionnable (4^{ème} à 6^{ème} coupe)
- **«Misto» BIO:** mélange luzerne/ray-grass déshydraté
- **Foin/Regain BIO:** ventilé, déshydraté, séché au sol
- **Foin d'épeautre/avoine BIO:** pour jeune bétail, vaches taries, chevaux - ventilé ou déshydraté, coupé
- **Produits de maïs BIO:** ensilage ou déshydraté
- **Cubes de céréale plante entière BIO:** blé ou épeautre, contenu constant, équilibré, énergie rapide
- **Cubes de luzerne BIO:** pellets de 15-16% en MA, et **disponible chez nous en exclusivité** Power Pellets d'environ 20% et High Power Pellets de 23-24% – fourrages grossiers "concentrés"
- **Pulpe de betterave BIO:** deshydratée, en granulés
- **Pommes de terre et carottes fourragères**

CONCENTRÉS

- **Tourteaux de lin, tournesol, colza BIO:** protéines savoureux de la pression d'huile à froid suisse
- **Maïs-grain BIO**
- **Aliment d'élevage «Projunior» BIO:** sans soja
- **Mélasse de betterave BIO:** énergie visqueuse

PAILLE BIO e conventionnelle

 079 562 45 00

info@agrobio-schönholzer.ch



LINUS SILVESTRI AG

Partenaire opérationnel pour le bétail
9450 Lüchingen/SG

Tél. 071 757 11 00 Fax 071 757 11 01

Email: kundendienst@lsag.ch

Site Internet: www.bioweidebeef.ch

Commercialisation et conseil:

Linus Silvestri, Lüchingen
Jakob Spring, Kollbrunn
Michael Burkard, Zillis

Natel 079 222 18 33

Natel 079 406 80 27

Natel 079 339 24 78

Votre chance – nous cherchons de nouveaux producteurs de Bœuf de Pâturage BIO®

Nous cherchons toujours

- Remontes d'engraissement provenant de troupeaux allaitants ou laitiers avec prime de qualité intéressante en fonction des résultats d'abattage
- Nouveaux producteurs de Bœuf de Pâturage BIO pour les formes de production suivantes: achat de remontes d'engraissement pour engraissement de finition, production laitière ou troupeau allaitant avec engraissement de finition (cf. www.lsag.ch)
- Éleveurs de vaches mères pour la production d'Aubrac

Vos avantages:

Intéressantes possibilités d'écoulement dans le programme Bœuf de Pâturage BIO.

Nous commercialisons:

Reproducteurs Aubrac, génisses F-1 pour vaches mères, remontes d'engraissement bio, veaux d'étalement bio, petits veaux bio, porcs bio, truies bio, porcelets bio, vaches de réforme bio

Téléphonez-nous, nous vous conseillerons volontiers!



hosberg AG

Bio Eierhandel

8630 Rüti ZH, Tél. 055 251 00 20

**Le leader
du commerce
des œufs bio!**



Visitez notre site internet: vous y
trouverez des informations acutelles
pour les clients et les fournisseurs!
www.hosberg.ch

KAG freiland
das österreichische Bio Label

